



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 8 au 12 juin 2026

Faits saillants

- Japon : hausse du PIB de +1,8 % en rythme annualisé au 1^{er} trimestre 2026
- Une réunion de politique monétaire à venir sous haute surveillance des marchés
- Le Japon assouplit le mandat de la JBIC pour accélérer les investissements stratégiques à l'étranger
- Corée du Sud : Nvidia mise sur la Corée du Sud pour renforcer son écosystème mondial d'IA

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 12/06	Var. vs. 05/06
USD/JPY	160,4	+0,3 %
USD/KRW	1 522	-1,1 %
Nikkei 225	66 020 pts	-0,8 %
KOSPI	8 123 pts	-0,5 %
JGB 10 ans	2,624 %	-3,2 pbs
KTB 10 ans	4,206 %	-3,9 pbs

Japon

Macroéconomie

Croissance | La croissance du PIB réel au 1^{er} trimestre 2026 s'est établie à +0,5 % en glissement trimestriel (g.t.), soit une croissance annualisée de +1,8 %, révisée à la baisse par rapport à sa première estimation mais toujours supérieure aux attentes de marché (+0,3 %). La progression des exportations nettes de biens et services a été le principal facteur contributeur (+0,3 ppt), suivie des consommations privée (+0,2 ppt) et publique (+0,1 ppt). L'investissement en capital des entreprises a néanmoins diminué de -0,7 % en g.t., contrastant avec une estimation initiale de progression de +0,3 %. Ces chiffres témoignent de la résilience de l'activité économique japonaise observée malgré les répercussions du conflit au Moyen-Orient. Cette capacité de résistance pourrait néanmoins être mise à l'épreuve en cas de prolongation de celui-ci : en dépit d'une hausse des salaires réels de +1,9 % en glissement annuel (g.a.), les dépenses réelles des ménages se sont contractées de -0,5 % en g.a. en avril, en baisse pour le 5^e mois consécutif.

Politique monétaire | Les marchés considèrent désormais comme quasi-certain un relèvement de 25 pbs du taux directeur à l'issue de la prochaine réunion de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) le 16 juin, qui le porterait à 1 %, son plus haut niveau depuis 1995. Cette hausse reflèterait principalement le renforcement des risques inflationnistes associés au

conflit au Moyen-Orient : la BoJ fait état d'une inflation core hors « facteurs institutionnels » (dont les subventions énergétiques allouées par le gouvernement) à +2,8 % en g.a. avril, et d'un indice des prix à la production à +6,3 % en g.a. en mai, au plus haut depuis mars 2023 (marquant une accélération de +0,3 ppt et +1,0 ppt respectivement et supérieurs à la cible de 2 % de la BoJ). En outre, une orientation plus restrictive (*hawkish*) de la BoJ constituerait un facteur de soutien au yen. Celui-ci reste fragilisé par les perspectives macroéconomiques du Japon, marquées par sa dépendance énergétique et l'orientation expansionniste de la politique économique du gouvernement Takaichi. Cette faiblesse reflète aussi le maintien d'un différentiel de taux directeurs d'environ 300 points de base avec la Réserve fédérale américaine (Fed). Un écart qui favorise les stratégies de *carry trade* au détriment de la devise japonaise et qui pourrait perdurer, voire s'accroître, malgré la récente nomination de K. Warsh à la présidence de la Fed. La progression continue des salaires réels depuis le début de l'année 2026 conforte la BoJ dans sa stratégie de normalisation graduelle, tout en lui permettant de préserver un degré significatif d'accommodation monétaire, conformément aux orientations économiques du gouvernement Takaichi. Les marchés seront particulièrement attentifs à d'éventuels signaux d'accélération du cycle de resserrement engagé depuis mars 2024. Cette réunion intervient dans un contexte inhabituel, marqué par l'hospitalisation du Gouverneur Ueda annoncée le 10 juin. La réunion du *Policy Board* sera présidée par le Sous-gouverneur Ryoza Himino, tandis que le Sous-gouverneur Shinichi Uchida assurera la conférence de presse du 16 juin après avoir repris ses fonctions à l'issue de plusieurs mois d'absence pour raison médicale. Enfin, la BoJ devrait préciser sa stratégie de réduction de ses achats d'obligations d'État japonaises (JGBs). Si le rythme actuel de diminution de 200 Mds JPY (1,1 Mds EUR) par trimestre est maintenu jusqu'au 1^{er} trimestre 2027, l'institution pourrait ensuite ralentir ce mouvement afin de préserver le bon fonctionnement du marché obligataire, en conservant un volume d'achats mensuel d'environ 2 100 Mds JPY (11,3 Mds EUR). Pour mémoire, la BoJ détient près de la moitié de l'encours total des JGBs.

Secteur financier

Marchés | Depuis le record historique atteint par le *Nikkei 225* le 3 juin (68 402 pts), la Bourse de Tokyo connaît un mouvement correctif, reflétant notamment une concentration excessive des gains sur un nombre limité de méga-capitalisations technologiques. À titre d'exemple, l'action *SoftBank Group* a reculé de -25 % depuis ce sommet. Sur le marché des changes, le yen est revenu depuis le début du mois de juin au-delà du seuil de 160 JPY pour 1 USD, retrouvant ainsi son niveau de fin avril et effaçant l'intégralité des gains consécutifs aux interventions de change conduites par les autorités entre le 30 avril et le 6 mai, pour un montant record de 73,6 Mds USD (63,4 Mds EUR). Dans ce contexte, l'absence du Gouverneur Ueda lors de la réunion de politique monétaire des 15 et 16 juin pourrait compliquer la communication de la Banque du Japon (BoJ) sur sa trajectoire de normalisation monétaire. Or, la crédibilité d'un resserrement progressif demeure un élément essentiel pour soutenir la devise japonaise. Enfin, sur le marché obligataire, l'adoption du budget supplémentaire de 3 113 Mds JPY (16,8 Mds EUR) – destiné à atténuer l'impact inflationniste du conflit au Moyen-Orient sur les ménages et les entreprises – est restée sans effet notable sur les rendements souverains, les nouvelles dépenses étant compensées par le surplus de recettes fiscales enregistré lors de l'année 2025-2026. Les taux des JGBs pourraient toutefois subir de nouvelles tensions haussières si la BoJ annonçait poursuivre son plan de réduction d'achats mensuels.

Flux financiers | Les investisseurs japonais ont procédé en mai à leur plus important désengagement des marchés actions étrangers depuis avril 2021, avec des ventes nettes de 2 720 Mds JPY (14,6 Mds EUR). Ce mouvement traduit un regain d'aversion au risque dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les interrogations croissantes sur les valorisations des grandes entreprises technologiques exposées à

l'intelligence artificielle (IA) et aux semi-conducteurs. Parallèlement, les investisseurs japonais ont renforcé leurs positions en obligations étrangères à hauteur de 2 900 Mds JPY (15,6 Mds EUR), leur plus important achat mensuel depuis mai 2025, témoignant d'un rééquilibrage des portefeuilles en faveur d'actifs jugés plus défensifs. Ce mouvement a été principalement porté par les comptes fiduciaires, tandis que les sociétés de gestion et les assureurs-vie sont restés acheteurs nets d'actions étrangères. Malgré cette correction ponctuelle, les flux cumulés depuis le début de l'année 2026 demeurent orientés vers les marchés actions internationaux. Entre janvier et avril, les investisseurs japonais ont ainsi réalisé des achats nets d'actions étrangères de 1 910 Mds JPY (10,3 Mds EUR) aux États-Unis, 826 Mds JPY (4,5 Mds EUR) en Europe, et de 285 Mds JPY (1,5 Mds EUR) au Royaume-Uni, selon les données de la Banque du Japon.

Secteurs non financiers

Malaisie-Japon | À l'occasion de la visite officielle au Japon du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, du 8 au 10 juin, plusieurs initiatives destinées à approfondir le partenariat bilatéral entre leurs deux États ont été annoncées. Plusieurs accords ont ainsi été conclus dans les domaines de la Défense et de la sécurité, de l'énergie, de l'environnement, de la décarbonation ainsi que de la santé et des équipements médicaux. Si leur contenu n'a pas encore été rendu public, la visite a été marquée par la signature d'un contrat de fourniture de GNL entre *JERA* et *Petronas*. Cet accord porte sur 2 Mt par an pendant vingt ans à compter de 2028. Il consolide la position de la Malaisie parmi les principaux fournisseurs de GNL du Japon, dont elle assure déjà près de 15 % des importations. Les deux pays ont également annoncé leur intention de recourir davantage au programme japonais du *Joint Credit Mechanism* (JCM) afin de financer des projets communs de transition énergétique, notamment dans les domaines du captage du CO₂, des carburants durables et de la combustion d'ammoniac. Ils ont également confirmé la mobilisation des fonds de l'initiative *POWER Asia* pour renforcer la sécurité des approvisionnements énergétiques et miniers du Japon. La Malaisie est un partenaire clé de la stratégie japonaise de diversification des approvisionnements en terres rares pour réduire sa dépendance à la Chine. Elle accueille notamment l'usine de raffinage de *Lynas Rare Earths*, soutenue depuis 2012 par près de 250 Mi USD d'investissements de la *Japan Organization for Metals and Energy Security* (JOGMEC) et de *Sojitz*. Cette visite s'inscrit dans une série d'échanges de haut niveau conduits au cours de ces dernières semaines par Tokyo avec ses principaux partenaires d'Asie du Sud-Est. Elle intervient dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient et s'inscrit dans la stratégie japonaise de « *Free and Open Indo-Pacific* », qui vise à renforcer l'influence du Japon dans son environnement régional. Cette approche trouve un écho particulier en Malaisie, où les relations bilatérales reposent depuis les années 1980 sur la politique du « *Look East* », lancée par Kuala Lumpur afin de favoriser son développement économique à travers un renforcement des coopérations avec les économies avancées d'Asie orientale, au premier rang desquelles figure le Japon.

Sécurité économique | Le Parlement japonais a adopté le 10 juin un amendement à la Loi de promotion de la sécurité économique (*Economic Security Promotion Act* – ESPA), entrée en vigueur en 2022. Ce texte encadre les mécanismes de soutien public aux entreprises contribuant au renforcement de la résilience des secteurs stratégiques japonais. Une partie de ces financements est assurée par la *Japan Bank for International Cooperation* (JBIC) sous forme de prêts, de garanties et de prises de participation. Annoncée dès mars dernier par le gouvernement Takaichi, cette révision élargit le mandat de la JBIC afin de lui permettre de financer des « projets stratégiques à l'étranger » présentant un profil de risque plus élevé mais jugés essentiels à la sécurité économique du Japon. Pour ces opérations, la JBIC sera désormais exemptée de deux principes prudeniels : (i) l'exigence de certitude du remboursement et (ii) celle d'équilibre entre recettes et dépenses. Elle pourra ainsi réaliser des investissements en

fonds propres subordonnés (*subordinated equity investments*), c'est-à-dire intervenir au capital de projets en acceptant d'être remboursée en dernier rang en cas de défaut. Ce mécanisme transfère une partie du risque vers l'État, tandis que les investisseurs privés demeurent prioritaires dans la répartition des bénéfices lorsque les projets sont rentables. L'objectif est d'encourager les entreprises japonaises à accélérer leurs investissements à l'étranger dans des secteurs jugés critiques, en particulier les terres rares, les semi-conducteurs, la construction navale ou encore les drones.

IA | Le gouvernement japonais a annoncé début juin son intention d'investir, aux côtés des États-Unis, 1 Md USD dans la « Mission Genesis », une initiative lancée par l'administration Trump en novembre 2025. Placé sous l'égide du Département américain de l'Énergie, ce programme vise à créer une plateforme fédérale unique d'intelligence artificielle (IA) destinée à accélérer la recherche scientifique et technologique dans des secteurs stratégiques. Le projet couvre 26 domaines prioritaires, parmi lesquels les semi-conducteurs et l'exploitation des minéraux critiques. Plusieurs entreprises américaines, dont *Google* et *OpenAI*, ont déjà annoncé leur participation. Le Japon devient ainsi le premier partenaire international de l'initiative. Sa contribution devrait atteindre 500 Mi USD sur cinq ans et cibler notamment la biotechnologie, la fusion nucléaire et l'informatique quantique. L'administration américaine a précisé que la participation serait réservée aux entreprises et aux partenaires internationaux considérés comme fiables, du fait de la sensibilité des données et des capacités technologiques mobilisées. Pour Tokyo, cet engagement ouvre la perspective d'un accès privilégié aux capacités de calcul américaines et aux supercalculateurs de nouvelle génération. Il confirme également le statut du Japon comme partenaire stratégique des États-Unis dans le domaine de l'IA, dans un contexte marqué par la progression rapide des capacités chinoises.

Corée du Sud

Macroéconomie

Accord commercial Corée du Sud-États-Unis | Le gouvernement sud-coréen a adopté le 10 juin le décret d'application de la loi spéciale encadrant le programme d'investissements stratégiques conclu avec les États-Unis, dont l'entrée en vigueur est prévue le 18 juin. Ce texte précise les modalités de mise en œuvre de l'accord bilatéral de 200 Mds USD signé en 2025 et institue les structures chargées de son pilotage, notamment un véhicule d'investissement dédié, un fonds spécifique ainsi que plusieurs organes d'évaluation et de supervision. Le décret introduit un principe de « viabilité commerciale », imposant que les revenus attendus des projets permettent de couvrir les financements mobilisés par la partie sud-coréenne. Des dérogations demeurent toutefois possibles pour les investissements contribuant à la sécurité nationale ou à la résilience des chaînes d'approvisionnement. Séoul cherche ainsi à concilier ses engagements stratégiques envers Washington avec la préservation de ses intérêts financiers, en soumettant les projets à une exigence minimale de rentabilité tout en conservant une marge d'appréciation pour les opérations jugées prioritaires. L'entrée en vigueur de ce dispositif intervient dans un contexte commercial encore incertain. Début juin, l'administration américaine a envisagé l'instauration de droits additionnels de 12,5 % sur certaines importations sud-coréennes, invoquant des insuffisances dans la lutte contre le travail forcé. Les autorités coréennes ont toutefois précisé avoir obtenu l'assurance que les droits effectivement appliqués demeureraient plafonnés à 15 %.

Secteurs non financiers

IA | À l'occasion de la visite à Séoul de son PDG, Jensen Huang, *Nvidia* a annoncé plusieurs partenariats stratégiques avec de grands groupes sud-coréens, dont *SK Hynix*, *SK Telecom*, *Naver*, *LG* et *Doosan*, dans les domaines des infrastructures d'intelligence artificielle (IA), du *cloud*, de la robotique, de l'automatisation industrielle et des mémoires avancées. Les principaux projets portent sur le développement d'infrastructures d'IA de grande capacité par *Naver*, la création d'un *cloud* IA de nouvelle génération par *SK Telecom* et un partenariat pluriannuel avec *SK Hynix* sur les mémoires destinées aux futurs systèmes d'IA. Ces annonces illustrent la volonté de *Nvidia* de renforcer son ancrage en Corée du Sud au-delà de la seule chaîne de valeur des semi-conducteurs mémoire, en s'appuyant sur l'écosystème industriel et numérique du pays pour accélérer le déploiement de l'IA. Elles offrent également aux groupes sud-coréens l'opportunité de consolider leur positionnement sur les segments les plus dynamiques et à plus forte valeur ajoutée de la chaîne de valeur de l'IA : infrastructures, services numériques et applications industrielles. La concrétisation de ces projets dépendra toutefois de la capacité des acteurs concernés à mobiliser des investissements significatifs dans les centres de données, les capacités de production électrique et les systèmes de refroidissement, ainsi qu'à transformer ces partenariats technologiques en modèles économiques durables et rentables.

Protection des données | La Commission sud-coréenne de protection des informations personnelles (PIPC) a infligé à *Coupang* et à sa filiale logistique une amende record de 625 Mds KRW (408 Mi USD) pour plusieurs manquements liés à une fuite de données survenue en 2025, qui aurait compromis les informations personnelles de plus de 33 millions d'utilisateurs. Le régulateur reproche au groupe des défaillances dans la gestion des accès et la sécurisation de ses systèmes d'information, ainsi que des insuffisances dans la détection et la notification de l'incident. La PIPC a également relevé la collecte et la conservation, sans fondement juridique suffisant, de données de navigation concernant plus de 11 millions d'utilisateurs. Au-delà de la seule fuite de données, l'enquête a mis en lumière des lacunes plus larges dans la gouvernance, les pratiques publicitaires et la gestion des données du groupe. Cette sanction, d'une ampleur inédite, illustre le durcissement de l'approche des autorités sud-coréennes en matière de protection de la vie privée. Elle témoigne aussi d'une attention accrue portée non seulement aux défaillances techniques à l'origine des incidents, mais aussi aux dispositifs de gouvernance, de transparence et de gestion de crise mis en œuvre par les entreprises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr